



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 03 du 30 janvier 2007

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 31 janvier 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	4
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	4
Direction du développement durable et des politiques interministérielles	4
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	4
Arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.03 portant délégations d'ingénierie publique	4
Arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.04 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle	5
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	5
Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle.....	5
Arrêté portant délégation de signature	5
Arrêté portant délégation de signature	5
Arrêté portant délégation de signature	5
Arrêté portant délégation de signature	5
Centre hospitalier universitaire de Nancy	6
Délégation de signature	6
Délégation de signature	6
Délégation de signature	6

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.03 portant délégations d'ingénierie publique**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code des Marchés Publics ;
 Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 Vu la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
 Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 Vu la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;
 Vu le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;
 Vu le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;
 Vu le décret N° 2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
 Vu le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;
 Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;
 Vu l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Hugues CORBEAU directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;
 Vu l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves ROYER directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;
 Vu l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François HURSON directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, et à Monsieur Dominique Louis, directeur adjoint, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à Monsieur Serge Hector, directeur adjoint, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 3 : Délégation est donnée à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à Monsieur Jean-Luc JANEL, adjoint au directeur, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 4 : Délégation est donnée à Monsieur François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est et à Monsieur Marc MENEGHIN, adjoint au directeur, dans le ressort territorial du département de Meurthe-et-Moselle, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 5 : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à Monsieur Daniel MORLON, chef du service Ingénierie d'Appui Territorial et à Monsieur Pierre NIKOLIC, chef du Service Territorial à la direction départementale de l'équipement, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 5 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.

Art. 7 : Délégation est donnée à Monsieur André MAGNIER, chef de l'arrondissement études et grands travaux au service navigation du Nord-Est et à Monsieur Jean-Louis AUBERTEIN, chef de l'arrondissement entretien exploitation au service navigation du Nord-Est, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Art. 8 : Délégation est donnée à Monsieur Jean VINSON, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt jusqu'au 28 février 2007 et à Monsieur Jean-Marie HAM chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt à compter du 1^{er} mars 2007, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Art. 9 : Délégation est donnée au centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à Monsieur Hubert PERRIER, directeur du laboratoire régional de Nancy, Monsieur Georges KUNTZ, directeur du laboratoire régional de Strasbourg, Monsieur Gérard GAUTIER, chef du département informatique, Monsieur Alain MADELLA, chef du département aménagement et transports, Monsieur Guy GRANDGENEVRE, chef du département gestion exploitation sécurité, et Monsieur Christophe LEBLANC, chef du département environnement infrastructures ouvrages d'art, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la

valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Art. 10 : L'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.15 du 15 mai 2006 est abrogé.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur Jean-Philippe MORETAU, directeur du service de la navigation du Nord-Est,
- Monsieur François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est ;

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine
- Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 25 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.04 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982 modifiés portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour le budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du budget ;

Vu le décret du 1^{er} août 2003 nommant Monsieur Christian BRUNET en qualité de trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.43 du 9 janvier 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.43 du 9 janvier 2007 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

- d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombent ;
- d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Le reste sans changement.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et qui sera publié au Recueil des actes administratifs.

Nancy, le 26 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Arrêté portant délégation de signature

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur CONTE Alain, contrôleur, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

- 400 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
- 40 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2 : - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 3 janvier 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté portant délégation de signature

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BURNEL, inspectrice et Messieurs Jean-Marie LANG, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Jacques LOISY, inspecteurs, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2 : - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 3 janvier 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté portant délégation de signature

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Madame KLEIN Anne-Marie, Inspecteur départemental, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

- 1 600 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
- 160 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Art. 2 : - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 3 janvier 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté portant délégation de signature

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Messieurs MAUCHAMP Alain, Chef des Services du Trésor Public et BOYMOND, Jean-François, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 3 janvier 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la loi n°91-748 du 31 juillet 1991

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992

Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant code des marchés publics

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant directeur général du centre hospitalier universitaire de Nancy

Art. 1 : Donne délégation à Mme Dominique CAPPELLI, directrice des achats et de la logistique, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la direction des achats et de la logistique, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, attaché d'administration hospitalière responsable du secteur des marchés publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Monique ALLENBACH, attachée d'administration hospitalière responsable du secteur des prestations de service
- Mme Catherine VASSEUR, attachée d'administration hospitalière responsable du secteur des achats techniques et hôteliers
- Mme Monique WIEDENKELLER, attachée d'administration hospitalière responsable du secteur de l'achat médical

Art. 2 : Donne délégation principale à Mme Dominique CAPPELLI, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des achats et de la logistique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la direction des achats et de la logistique, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros hors taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, attachée d'administration hospitalière responsable du secteur des prestations de service
- Mme Catherine VASSEUR, attachée d'administration hospitalière responsable du secteur des achats techniques et hôteliers
- Mme Monique WIEDENKELLER, attachée d'administration hospitalière responsable du secteur de l'achat médical

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Art. 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'il encadre, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, ingénieur en charge de la filière laboratoire du secteur de l'achat médical

Art. 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières,
- de rendre compte à la direction générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6 : La présente délégation se substitue à celle du 8 mars 2006. Elle prend effet à la date du 15 janvier 2007 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

Délégation de signature

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant code des marchés publics

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant directeur général du centre hospitalier universitaire de Nancy

Art. 1 : Donne délégation à Mme Dominique CAPPELLI, directrice des achats et de la logistique pour signer au nom et place du directeur général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la mission grands travaux et les services techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, attaché d'administration hospitalière.

Art. 2 : Donne délégation principale à M. Sylvain GROB, ingénieur responsable de la mission grands travaux, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la fonction technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à Mme CAPPELLI, directrice des achats et de la logistique.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal DI MAJO, ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Louis PEROT, ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Etienne MAUGET, ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des finances.
- de rendre compte à la direction générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation se substitue à la délégation du 24 novembre 2006. Elle prend effet à la date du 15 janvier 2007 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

Délégation de signature

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu le décret 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu le règlement intérieur de la commission d'appel d'offres ;

Vu le guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Art. 1 : Délégué sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le code des marchés publics et les cahiers des clauses administratives générales, à :

- Mademoiselle BOULANGER, directrice adjointe, directeur des ressources humaines ;
- Madame CAPPELLI, directeur adjoint, directeur des achats et de la logistique ;
- Mademoiselle RUTHMANN, directrice adjointe, directeur des ressources humaines ;
- Monsieur GROB, ingénieur, Mission Grands travaux ;
- Monsieur STARK, Directeur Adjoint, Directeur des Ressources Humaines.

Art. 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du code des marchés publics, et dont le montant est inférieur à 210.000 € HT, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est à dire :

- Mme CAPELLI : les marchés passés par la direction des achats et de la logistique ;
- M. GROB : les marchés passés par la mission grands travaux et les services techniques de sites ;
- M. STARK, Mlle BOULANGER, Mlle RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du code des marchés publics.

Au-delà de 210.000€ H.T., monsieur le directeur général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du code des marchés publics.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires du code des marchés publics
- de rendre compte à la direction générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du code des marchés publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le directeur général, représentant du pouvoir adjudicateur, ou le directeur général adjoint, titulaire d'une délégation générale de signature.

La présente décision de délégation prend effet à la date du 15 janvier 2007.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Elle est publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

